

Maintenant, il s'agit de continuer dans cette voie, en apportant également des ressources appropriées en vue de renforcer l'effort de convergence avec l'acquis communautaire, mis en oeuvre par tous les pays candidats. Il faut en même temps offrir aux autres pays, aspirant à l'intégration européenne, des opportunités en vue de pouvoir maintenir des relations structurées avec l'UE. L'intégration des pays de l'Europe centrale et orientale devrait s'appliquer également aux autres institutions euro-atlantiques, l'UEO, l'OCSE, l'OSCE, l'OTAN, institutions de coopération régionale – créant ainsi en Europe centrale et orientale un système multilatéral de relations en vue de renforcer la paix, la stabilité et la sécurité sur tout le continent.

4. Suite à la désintégration de l'URSS, la période de transition en Russie et dans les autres nations a été - et continue à être – marquée par toutes sortes de secousses et de difficultés. Soixante dix ans de communisme et l'absence presque totale, dans l'histoire russe, d'expériences de démocratie et d'économie de marché, rendent plus difficile la conquête d'une stabilité politique et économique.

L'instabilité politique, le flou institutionnel, la généralisation de la corruption risquent de compromettre la transition économique et approfondir encore plus le fossé entre les citoyens et le pouvoir et d'affaiblir le consensus des citoyens sur la démocratie.

Il est, sans aucun doute, préoccupant qu'en Russie - cas unique d'ailleurs dans toute l'Europe orientale – on perçoive dans certains secteurs sociaux plus touchés par la crise certaines formes de nostalgie du passé. Aider la Russie à sortir de ses difficultés actuelles devrait donc constituer une priorité pour la communauté internationale.

On ne doit jamais oublier que chaque fois que la Russie s'est sentie peu sûre et isolée, son instabilité s'est étendue à toute l'Europe.

Une Russie démocratique stable est, donc, fondamentale pour la sécurité de l'Europe et du monde entier.

L'Union européenne, peut, en particulier, jouer un rôle décisif, en offrant à la Russie un ancrage européen solide et en assumant la responsabilité de mettre en oeuvre une stratégie en vue d'aider l'État et la société russe à atteindre progressivement les normes modernes de vie et de croissance. L'aide, apportée par les institutions internationales, politiques et financières à leur politique de réformes est également très importante.

Il faudrait que les prochaines élections législatives et présidentielles soient l'occasion pour la classe dirigeante libérale de pouvoir s'exprimer en faveur d'un programme solide de renaissance démocratique et de développement économique plus juste.

Stabiliser la Russie est également très important, car cela permettra de stabiliser aussi d'autres nations - comme par exemple l'Ukraine et la Biélorussie - qui connaissent aujourd'hui de graves difficultés économiques et une instabilité politique, ou - comme le Caucase - sont secouées par des guerres ou des conflits ethniques.

Il est également nécessaire que la communauté internationale continue à prêter attention et à respecter ses compromis envers ces pays, en leur offrant une coopération économique leur permettant de recueillir les bénéfices découlant des gisements pétroliers et d'autres matières premières. Parallèlement, il faut également renforcer l'action des institutions multilatérales - comme la OSCE - en vue d'encourager la recherche de solutions politiques et pacifiques des conflits.

5. Les événements et les processus, qui frappent l'Europe centrale et orientale depuis déjà 10 ans, montrent l'actualité historique et la nécessité concrète des valeurs du socialisme démocratique.

C'est justement en observant tout ce qui a eu lieu au cours de ces dix dernières années, à savoir depuis la chute du Mur de Berlin, qu'il nous paraît évident qu'un libéralisme sauvage et égoïste ne puisse assurer à un grand nombre de citoyens, cette prospérité ne pouvant être garantie que par ceux qui - comme nous sociaux-démocrates - luttent pour une démocratie, au sein de laquelle on reconnaît tous les citoyens, pour une économie sociale de marché, pour une société plus juste capable de maintenir sur le même pied la modernité et la solidarité.

De plus, au cours de ces dernières années, dans tous les pays de l'Europe centrale et orientale, on assiste à la naissance et au développement de partis s'inspirant des principes et des programmes de la social-démocratie et un grand nombre d'entre eux ont déjà assumé directement des responsabilités au sein de leur gouvernement. L'activité du Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Europe centrale et orientale, SICEE, a permis d'accroître la présence des partis sociaux-démocrates de cette région. Nous sommes passé de 6 partis de la région, membres de l'Internationale Socialiste en 1993 - lors de la création du SICEE, à 24, à l'heure actuelle ; notre Congrès devra, d'ailleurs, examiner les demandes d'adhésion d'autres partis.

De plus, le Comité a noué des relations avec d'autres partis progressistes et de gauche souhaitant collaborer avec l'IS.

Au cours de ces 6 années d'activités, le SICEE s'est réuni à Budapest, Prague, Bratislava, Varsovie, Bucarest, Sarajevo et Moscou, assurant ainsi une présence constante et visible dans toute cette région.

Cette importante présence de la famille socialiste est la preuve la plus évidente et encourageante de la grande influence qu'ont les valeurs, les principes et les politiques du socialisme démocratique pour le futur de l'Europe centrale et orientale ainsi que pour tout le continent.

LA MEDITERRANEE

La Méditerranée a derrière elle une longue histoire de conflits, de ruptures et d'affrontements; or, en même temps, un citoyen de cette région ne se sentira jamais étranger dans aucun des 19 pays l'intégrant. La Méditerranée étant également le berceau d'idées et de cultures fondamentales sans lesquelles notre monde n'existerait pas, nous sommes décidés à promouvoir la compréhension et la connaissance mutuelle de ses différentes sociétés en vue d'éliminer la méfiance et les préjudices collectifs. En particulier, il faut éviter le risque de "criminalisation" des enjeux méditerranéens, qui résulte du fait de privilégier pour cette région les seules questions sécuritaires, si importantes soient-elles, au détriment d'une véritable ambition de partenariat entre les états, mais surtout les peuples riverains. C'est pourquoi l'Internationale Socialiste propose trois axes d'action fondamentaux à toutes les forces démocratiques concernées, et particulièrement à celles, qui existent dans les pays riverains:

- redynamiser le partenariat euro-méditerranéen
- renforcer la démocratie
- agir pour la paix et la solution des conflits

I. APPROFONDIR LE PARTENARIAT EURO-MEDITERRANEEN

Le développement d'un ambitieux partenariat euro-méditerranéen, tel qu'il résulte notamment de la Conférence de Barcelone de 1995, est une avancée décisive en Méditerranée, rendue possible par les initiatives de paix apparues au Moyen-Orient. Mais ce partenariat, qui a fait naître de grands espoirs, a subi les répercussions des reculs de la paix au Moyen-Orient, et il reste marqué, et limité, par une confiance excessive marquée dans les seuls mécanismes du libre-échange, pour résoudre les graves problèmes, auxquels sont confrontées les sociétés de la rive sud et est du bassin méditerranéen. Les deux rives de la Méditerranée restent hélas marquées par des fractures ou des évolutions divergentes en matière démographique, institutionnelle, économique, sociale et culturelle: c'est ainsi que l'Espagne, la France, l'Italie et la Grèce bénéficient à elles seules de 88% du PIB de la région.

Une Méditerranée stable et en développement est pour l'Europe une perspective stratégique, et doit être perçue comme telle par les partis membres de l'IS. L'importance décisive et le poids financier de l'élargissement de l'Union européenne, ainsi que de ses responsabilités dans les Balkans ne doivent pas faire obstacle à la volonté européenne de faire du partenariat euro-méditerranéen sa première priorité extérieure et d'y consacrer la volonté politique et les moyens nécessaires. Parmi ceux-ci, citons l'aide publique et l'allègement de la dette, ou sa conversion en investissements. Il nous faut aussi adopter une attitude plus intransigeante face à la corruption, qui gangrène de nombreuses sociétés et détourne des ressources nécessaires au développement.

Le développement d'une véritable coopération régionale, et la revitalisation des initiatives orientées à la construction du Maghreb démocratique, sont une ardente exigence, car ils seuls sont à même de promouvoir un réel développement régional et un partenariat équilibré et effectif avec l'Union européenne. Celle-ci devrait aussi user de tout son poids auprès des Etats-Unis, pour les amener dans cette région à une approche de coopération et non pas de confrontation.

II. APPUYER LES FORCES DEMOCRATIQUES

Pour les partis socialistes et social-démocrates, aucun partenariat durable et aucun développement authentique ne peuvent se bâtir sans l'approfondissement de la démocratie politique et des droits de la personne humaine. Tenir compte des histoires et des conditions spécifiques de chaque réalité nationale ne veut en aucun cas dire remettre en cause l'universalisme des droits de la personne humaine et des principes démocratiques, Etat de droit, multipartisme effectif, liberté réelle des médias, alternance politique. A cet égard, la région méditerranéenne connaît un certain nombre de situations préoccupantes. L'IS n'est pas là pour condamner, mais pour encourager toutes les évolutions positives, et pour mettre en garde lorsque se produisent des régressions. La vitalité courageuse et grandissante des sociétés civiles, des mouvements de femmes, d'une jeunesse exigeante et démographiquement ultra-majoritaire constituent autant de signes d'espoir, qui mérite de notre part une solidarité effective et efficace. Le harcèlement contre les militants politiques et associatifs est à dénoncer comme marques de régression. Les phénomènes d'intégrisme religieux constituent non seulement un danger pour les peuples, mais aussi un obstacle à un véritable rapprochement entre les peuples.

L'IS apporte son soutien fraternel au processus d'alternance politique qui se déroule au Maroc sous la conduite de nos camarades de l'USFP; aucun appui ne doit lui manquer. Son succès, en dépit des inévitables difficultés, sera important non seulement pour le peuple marocain, mais pour le Maghreb et le monde arabe.